

## Flash Economie

12 avril 2019 - 467

### France : difficile sortie de crise pour E. Macron


Une majorité de Français réclame :

- une hausse des salaires, en particulier des bas salaires ;
- un développement des services publics ;
- une baisse des impôts, sauf sur les « riches » ;
- une hausse des plus basses retraites sans report de l'âge de la retraite.

Que peut faire E. Macron sinon rejeter ces demandes ?

- la hausse des bas salaires réduirait fortement l'emploi peu qualifié ;
- la hausse globale des salaires réduirait la compétitivité-coût de la France qui est déjà dégradée ;
- remonter la taxation du revenu du capital après l'avoir baissée il y a un an aurait des effets effectifs et d'image désastreux ;
- la seule manière de dégager une marge de manœuvre budgétaire (pour réduire les impôts, accroître certaines dépenses sociales, accroître les plus basses retraites) serait de repousser l'âge de la retraite, ce qui est complètement rejeté.

Si aucune des demandes faites par une majorité de Français ne peut être raisonnablement satisfaite, que va-t-il se passer ?

**Patrick Artus**  
Tel. (33 1) 58 55 15 00  
patrick.artus@natixis.com  
 @PatrickArtus

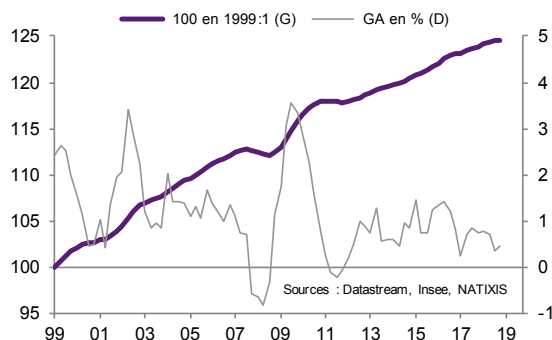
[www.research.natixis.com](http://www.research.natixis.com)

## Ce que réclame une majorité de Français

Une majorité des Français réclame aujourd'hui :

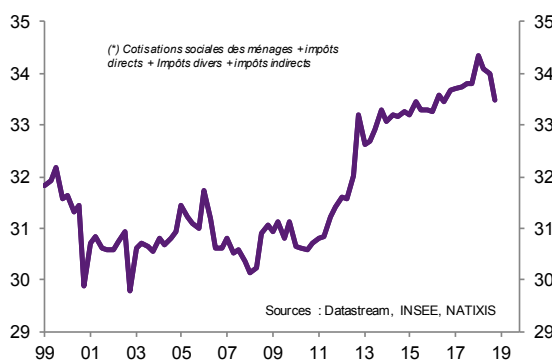
- une hausse des salaires (graphique 1), en particulier des bas salaires ;

**Graphique 1**  
France : salaire réel par tête  
(déflaté par le prix conso)



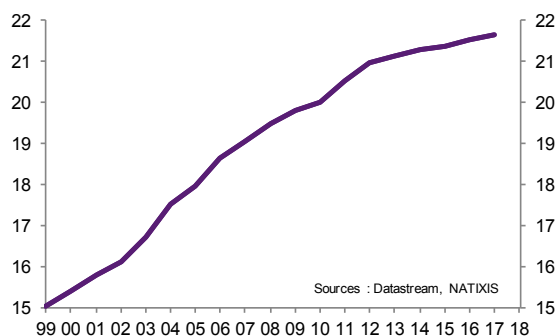
- un développement des services publics (santé, transports, éducation...);
- une baisse des impôts (graphique 2), sauf sur les « riches » ;

**Graphique 2**  
France : impôts des ménages\* (en % du PIB valeur)

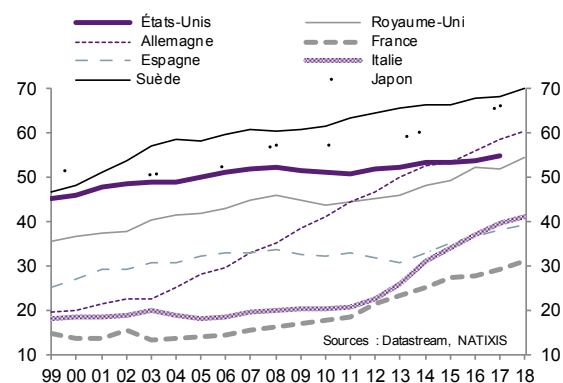


- une hausse des plus basses retraites (graphique 3), sans toucher à l'âge de départ à la retraite (faible en France par rapport aux autres pays, graphique 4).

**Graphique 3**  
France : dépenses publiques de retraite / nombre de retraités (milliers d'€)



**Graphique 4**  
Taux d'emploi des 60 à 64 ans (en %)



Le « Grand Débat » qu'a lancé le Président Macron fait apparaître, dans le domaine économique et fiscal, ces demandes.

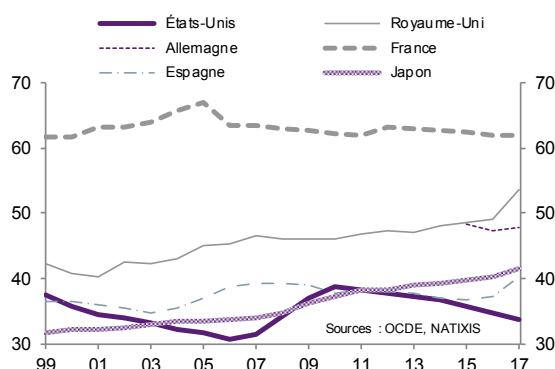
## Mais E. Macron ne pourra satisfaire aucune de ces demandes

E. Macron devra refuser de satisfaire ces demandes.

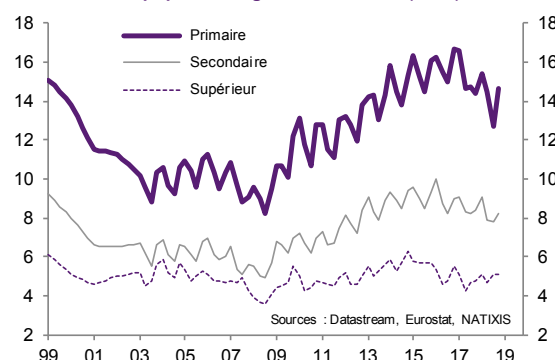
En effet :

- **la sensibilité de l'emploi peu qualifié au coût du travail peu qualifié est très élevée en France.** Augmenter le salaire minimum, qui est déjà élevé (**graphique 5**), conduirait à la hausse du chômage des peu qualifiés (**graphique 6**) ;

**Graphique 5**  
Salaire minimum (en % du salaire médian)

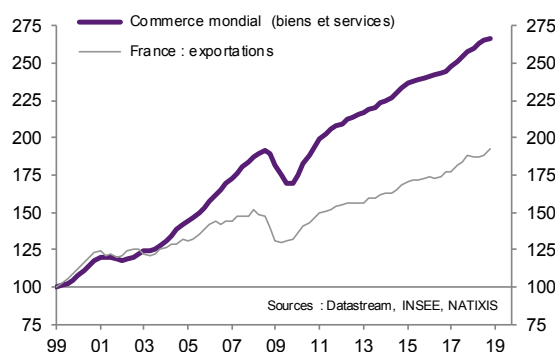


**Graphique 6**  
France : taux de chômage par niveau d'éducation de la population âgée de 25 à 64 ans (en %)



- **la compétitivité-coût de la France est dégradée**, compte tenu de son niveau de gamme, ce que montrent les pertes de parts de marché (**graphique 7**). **Accroître l'ensemble des salaires aggraverait encore cette situation ;**

**Graphique 7**  
Commerce mondial et exportations  
(volume, 100 en 1999:1)



– remonter la taxation du capital (tableau 1) après l’avoir baissée il y a un an aurait des effets très négatifs :

- une taxation du capital nettement plus élevée que dans les autres pays de l’OCDE ;
- la hausse du coût du capital pour les entreprises ;
- l’affichage de l’instabilité fiscale en France ;

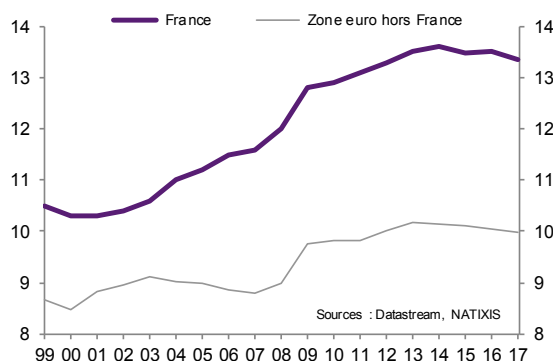
Tableau 1 : taux d'imposition des revenus du capital (en %)

Année	Etats-Unis	Royaume-Uni	Allemagne	France	Espagne	Italie	Japon
1999	46,2	33,3	34,2	41,9	27,2	12,5	-
2000	43,3	30,6	31,3	40,8	27,2	12,5	43,6
2001	42,7	25,0	25,6	40,1	27,2	12,5	43,6
2002	42,3	25,0	25,6	35,6	27,2	12,5	43,6
2003	19,6	25,0	25,6	33,5	23,0	12,5	43,6
2004	19,7	25,0	23,7	29,0	23,0	12,5	10,0
2005	19,7	25,0	22,2	32,3	23,0	12,5	10,0
2006	19,8	25,0	22,2	32,7	23,0	12,5	10,0
2007	19,7	25,0	23,7	32,7	18,0	12,5	10,0
2008	19,7	25,0	26,4	29,0	18,0	12,5	10,0
2009	19,7	25,0	26,4	30,1	18,0	12,5	10,0
2010	20,0	36,1	26,4	30,1	19,0	12,5	10,0
2011	20,0	36,1	26,4	35,3	19,0	12,5	10,0
2012	19,9	36,1	26,4	38,5	27,0	20,0	10,0
2013	28,6	30,6	26,4	44,0	27,0	20,0	10,1
2014	28,6	30,6	26,4	44,0	27,0	20,0	20,3
2015	28,5	30,6	26,4	44,0	23,5	26,0	20,3
2016	28,5	38,1	26,4	44,0	23,0	26,0	20,3
2017	28,5	38,1	26,4	44,0	23,0	26,0	20,3
2018	29,2	38,1	26,4	34,0	23,0	26,0	20,3

Sources : OCDE, NATIXIS

– pour dégager des marges de manœuvre budgétaires (pour accroître les basses retraites, réduire les impôts, accroître certaines dépenses publiques -santé/éducation-) **la seule marge de manœuvre est de repousser l’âge de la retraite** ; l’âge de la retraite précoce en France y conduit à un niveau très élevé des dépenses publiques de retraite (**graphique 8**).

Graphique 8  
Dépenses publiques de retraite (en % du PIB valeur)



## Synthèse : un risque élevé de conflit

E. Macron ne peut raisonnablement pas satisfaire les demandes des Français (hausse des salaires, hausse du salaire minimum, hausse des retraites sans report de l'âge de la retraite, baisse des impôts sauf sur les « riches », développement des services publics).

Le conflit entre une majorité de Français qui souhaitent ces évolutions et le Président qui ne peut pas raisonnablement les accepter va donc durer.